Le Gabonais Ali Bongo Ondimba a quitté Bujumbura plus tôt que prévu

PANA, 26 fÃ©vrier 2016 Changement dans le programme de visite d'un panel de cinq chefs d'Etat africains au Burundi Bujumbura, Burundi - Le tÃªte-Ã -tÃªte trÃ¨s attendu entre le prÃ©sident burundais, Pierre Nkurunziza et cinq chefs dâ€™Etat africains, initialement prÃ©vu, jeudi, devrait finalement intervenir, vendredi, au deuxiÃ¨me et dernier jour dâ€™une mission de haut niveau chargÃ©e par lâ€™Union africaine (UA) de convaincre les protagonistes de la crise politique au Burundi Ã passer par un dialogue inclusif pour la rÃ©soudre, a-t-on appris de source officielle Ã Bujumbura.

L'autre changement est que le prÃ©sident gabonais, Ali Bongo Ondimba ne sera pas de la partie lors du tÃªte-Ã -tÃªte avec le chef de l'Etat burundais pour avoir quittÃ© plus tÃ´t que prÃ©vu, Bujumbura, dans la nuit de jeudi. Les chefs dâ€™Etat et de gouvernement qui restent sur place, vendredi, sont le Sud-africain, Jacob Zuma, en mÃªme temps chef de la dÃ©lÃ©gation, le SÃ©nÃ©galais, Macky Sall, le Mauritanien, Mohamed Abdel Aziz, ainsi que le Premier ministre Ã©thiopien, Hailemariam Desalegn. Peu avant de reprendre lâ€™avion, le prÃ©sident Bongo a dÃ©clarÃ© que câ€™est par "solidaritÃ© africaine" que l la mÃ©diation est venue au Burundi. Quant aux diffÃ©rentes rencontres de la premiÃ¨re journÃ©e Ã huis clos avec les reprÃ©sentants des partis politiques, ceux des Organisations de la SociÃ©tÃ© civile et des confessions religieuses, "elles ont Ã©tÃ© riches en enseignements", a-t-il ajoutÃ©. Lâ€™un des enseignements pour le prÃ©sident gabonais est que le dialogue Burundais reste incontournable pour ramener le calme et la sÃ©rÃ©nitÃ© dans leur pays. Un "dialogue inclusif" pour lequel le prÃ©sident burundais sâ€™Ã©tait engagÃ© devant le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies, Ban Ki-moon, lors de sa visit Bujumbura du dÃ©but de cette semaine. Lâ€™Union africaine et le reste de la communautÃ© internationale au chevet du Burundi poussent dans le sens dâ€™un dialogue inclusif, sous une mÃ©diation neutre et Ã lâ€™extÃ©rieur du pays, pour rassu ceux des protagonistes de la crise qui sont en exil Ã lâ€™Ã©tranger par peur pour leur sÃ©curitÃ©. Le gouvernement burunda quant Ã lui, est dÃ©jÃ engagÃ© dans un dialogue national qui nâ€™inclut toutefois pas les opposants, accusÃ©s dâ€™avoir a "mouvement insurrectionnel" contre le rÃ©gime du prÃ©sident Nkurunziza et collaborÃ© avec les putschistes du mois de mai dernier qui voulaient le renverser. Lâ€™UA prÃ©voyait de dÃ©pÃªcher une "Mission africaine de prÃ©vention et de protection a Burundi" (MAPROBU) dans le double objectif de stabiliser la situation de crise et faciliter le dialogue inter burundais, avant que le pouvoir burundais ne sâ€™oppose de toutes ses forces Ã un tel projet de nature Ã violer la souverainetÃ© nationale.